

Les trajectoires de la coopération, pour une reformulation des rapports entre travail et liberté. À propos de Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo (dir.), *Travail e(s)t liberté ?*

Federico Puletti

DANS **TRAVAILLER** 2023/1 (N° 49), PAGES 87 À 98
ÉDITIONS **MARTIN MÉDIA**

ISSN 1620-5340

DOI 10.3917/trav.049.0087

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-travailler-2023-1-page-87.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Martin Média.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les trajectoires de la coopération,
pour une reformulation des rapports
entre travail et liberté.
À propos de Enrico Donaggio,
José Rose, Mariagrazia Cairo (dir.),
Travail e(s)t liberté ?

Federico PULETTI

Résumé : *L'article analyse les différentes contributions contenues dans l'ouvrage collectif édité par Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo intitulé Travail e(s)t liberté ?, La proposition est de les interpréter en fonction du thème de la coopération au travail tel qu'explicité par Marx dans Le Capital, thème qui permet d'analyser simultanément les transformations des activités de travail et les dynamiques de subjectivation politique inhérentes aux processus de production. Reprenant les principaux arguments du livre, et plus particulièrement la critique faite aux configurations dominantes des relations entre travail et liberté, l'article tente d'en avancer une « critique écologique ». Est-il possible de « libérer le travail » et de « se libérer dans le travail » sans tenir compte de « l'histoire environnementale » d'une idée politique comme celle de la liberté ? La réponse que l'article tente de suggérer est que non. En conclusion, l'article propose quelques hypothèses pour commencer à penser l'articulation entre liberté et travail à l'ère de la crise écologique.*

En reprenant à son compte la thèse de la centralité psychologique, sociale et politique du travail, le collectif ArTLib propose dans un ouvrage collectif intitulé *Travail e(s)t liberté ?* (Éditions Érès, Toulouse, 2022), publié sous la direction de trois de ses membres Enrico Donaggio, José Rose et Mariagrazia Cairo, d'actualiser la réflexion sur les liens qui existent dans le paysage social et technique contemporain entre le thème du travail et celui de la liberté¹.

1. Ce faisant, ArTLib repropose une question qui occupe actuellement la réflexion de plusieurs ouvrages récents, il suffit de penser à la publication du livre de Thomas Coutrot, *Libérer le travail*, Le Seuil, 2018 et de celui d'Antonella Corsani *Chemins de la liberté. Le travail entre autonomie et hétéronomie*, Éditions du Croquant, 2020.

En analysant l'ambivalence constitutive qui caractérise l'expérience humaine du travail au sein du mode de production capitaliste, l'ambition du livre est de dépasser la critique des aspects pathogènes du travail pour approfondir la relation qui existe, dans l'expérience du travail vivant, entre l'aliénation et le potentiel toujours latent et réalisable d'émancipation. Il en ressort un ouvrage dont le fil conducteur est l'enquête sur le caractère social du travail non pas tant ni seulement celui qui dépend du processus d'« abstraction » de ce dernier, mais plutôt celui qui découle, du moment de la « coopération », moment de coordination des actions individuelles en vue d'un objectif commun fixé par le processus de travail susceptible de devenir un moment de rencontre entre la pluralité des sujets productifs et aussi de rupture et de dépassement des relations de domination.

Pour ce faire, ArTLib (collectif interdisciplinaire basé à l'Institut d'études avancées de l'université d'Aix-Marseille) fait appel aux contributions de nombreux chercheurs aux profils disciplinaires les plus divers. À cet ouvrage collectif ont en effet contribué certains parmi les plus grands spécialistes français du travail (par ordre alphabétique : Isabelle Berrebi-Hoffmann, Christophe Dejours, Michel Lallement, Danièle Linhart, Massimiliano Nicoli, Luca Paltrinieri, Muriel Prévot Carpentier et Emmanuel Renault). Ceux-ci, mobilisant plusieurs références communes, développent le thème proposé par ArtLib. Le collectif signe de son côté l'introduction et les conclusions ainsi que les chapitres qui ouvrent les deux sections du livre et en développent les principaux thèmes.

Penser ces mutations sous le prisme de la liberté signifie, suivant la proposition des initiateurs de ce parcours de recherche, essayer d'ouvrir une voie théorique permettant non seulement la critique des configurations dominantes des relations entre travail et liberté, mais aussi l'analyse des alternatives possibles, c'est-à-dire de ces « utopies concrètes », selon l'expression d'Ernst Bloch (1976), capable de réinventer le travail du point de vue de son contenu, de ses formes d'organisation et de ses finalités.

Le collectif ArTLib tente d'illustrer la relation complexe et polymorphe entre la liberté et le travail à travers la présentation de cinq modèles permettant de représenter les configurations des rapports individuels et/ou collectifs entre ces deux dimensions (Libérer le travail, se libérer dans le travail, se libérer par le travail, se libérer malgré le travail, se libérer du travail).

En critiquant la conception de la liberté conçue par l'individualisme moderne comme « liberté négative » – c'est-à-dire, selon l'idée de Hobbes, que la liberté de l'individu consiste dans la poursuite de ses propres intérêts

sans limites ni opposition provenant « de l'extérieur » (Hobbes, 2000) – la réflexion du collectif ArTLib, et de ceux qui reprennent sa proposition, semble plutôt s'orienter vers une conception de la liberté conçue, dans le sillage de Honneth (2015), selon le modèle de la « liberté sociale ».

Penser la liberté en relation avec le travail n'est plus possible exclusivement en l'imaginant comme une liberté « réflexive » – c'est-à-dire en la concevant sur la base des principes d'autodétermination ou d'autoréalisation tout en restant dans une structure individualiste ou monologique – mais plutôt en la pensant immédiatement en termes proprement *sociaux*. Là encore, le thème de la coopération, des organisations ou des institutions sociales, semble être mis en avant, à la fois là où l'on constate que la liberté est utilisée dans un cadre néolibéral comme un « dispositif » de gouvernement du travail (Entreprises libérées p. 95, capitalisme de plateforme p. 151) et dans les alternatives possibles qui construisent de « nouvelles pratiques de la liberté » (collectifs de travail p. 93, entreprises communes p. 177, communautés numériques et communs collaboratifs p. 203, communautés intentionnelles p. 219²).

Ce que l'ouvrage *Travail e(s)t liberté ?* nous présente, c'est un dialogue entre des perspectives complémentaires qui témoigne, une fois de plus, de la richesse de la recherche sur le monde du travail en France, dans ce cas particulièrement mis en valeur ici par l'utilisation d'une approche qui associe ancrage théorique et historique avec le travail d'enquête et l'analyse de situations réelles.

Christophe Dejours, spécialiste de la psychodynamique du travail, ouvre ce livre en reprenant le fil d'une réflexion qu'il mène depuis plusieurs années en dialogue avec le marxisme sur le thème de l'aliénation. Il réfléchit aux différentes significations attribuées au concept d'aliénation dans la philosophie sociale, d'une part, et, d'autre part, dans la psychopathologie ou la clinique du travail. « S'adapter à la situation de travail » (p. 46) est, en effet, dans de nombreux cas, le signe de la mobilisation de ces « défenses psychiques » qui témoignent d'une soumission aux règles du travail imposées par la hiérarchie et qui peuvent cacher un rapport de « servitude volontaire ». Au contraire, certaines formes d'aliénation mentale comme « les décompensations délirantes ou dépressives, certaines décompensations somatiques, voire certains suicides, marqueraient-ils » dans leur nature dramatique « l'apogée de la lutte menée par un individu contre l'aliénation au travail » (p. 46), cette dernière étant comprise dans

2. Toutes les mentions de page sans précision d'auteur concernent l'ouvrage étudié Donaggio E., Rose J., Cairo M. (dir.), 2022.

le sens marxien du terme. Cela illustre la complexité du débat entre la critique sociale et la clinique du travail sur les pathologies associées aux activités productives. De l'autre côté, celui de la lutte pour l'émancipation, la contribution de Dejours met l'accent sur certains thèmes devenus classiques grâce à la psychodynamique du travail. Partant de la découverte par les ergonomes de l'écart existant entre le travail *prescrit* – la tâche – et le travail *réel* – l'activité – Dejours montre que derrière *l'activité déontique*, c'est-à-dire l'activité de production de règles dans le contexte du travail, se cache l'un des vecteurs de politisation des formes de coopération – ou pour le dire avec les mots de l'auteur, de subversion des formes de « coordination » imposées hiérarchiquement d'en haut et pour la construction de formes de coopération authentique, ou d'autonomie. Dans le processus productif, il se passe en effet quelque chose qui, sans aucune traduction automatique, peut nous renvoyer aux dynamiques qui sont propres à la sphère publique.

Emmanuel Renault reprend ce dernier thème, mais sa contribution part d'une réflexion sur le fait que le terrain même de la lutte concernant la prétendue « démocratisation du travail » (p. 69), et qui a historiquement constitué un imaginaire utopique radical du mouvement ouvrier, a été progressivement déserté par les forces politiques et syndicales de gauche. Ceux-ci ont concentré leur attention sur la question des salaires et de l'emploi, tout en sous-estimant la question des conditions dans lesquelles les activités productives sont menées (« l'expérience du travail » p. 70) et l'aspiration démocratique des travailleuses et des travailleurs. Si la réflexion des théoriciens contemporains prônant la « radicalisation de la démocratie » – Jürgen Habermas, Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, Jacques Rancière et Etienne Balibar – semble circonscrire le débat sur cette radicalisation à une « démocratisation » forte des institutions politiques (p. 72), les théoriciens de la « *workplace democracy* » (p. 72), dénoncent, quant à eux, le déficit démocratique structurel des démocraties contemporaines, et notamment le caractère non démocratique des entreprises et des administrations. Toutefois, les théoriciens de la « *workplace democracy* » proposent une extension de la démocratie à l'espace social du travail, telle qu'elle existe dans le monde politique, sans poser le problème de sa « radicalisation » (p. 72). Renault montre efficacement comment ces deux approches souffrent d'une « unilatéralité symétrique » (p. 73) et ne permettent pas de prendre au sérieux la question de la « démocratisation du travail », entendue comme participation à l'activité collective du travail. Ces formes de participation impliquent une réforme des structures de pouvoir non démocratiques inhérentes au

monde du travail. Partant du potentiel démocratique au moment de la coopération, Renault élabore un ensemble de revendications minimales pour la démocratisation du travail, basées sur la création et la consolidation de collectifs de travail (p. 93).

Danièle Linhart, d'une part, et Massimiliano Nicoli, Luca Paltrinieri et Muriel-Prévoit Carpentier, de l'autre, ont consacré leurs contributions à un examen approfondi des transformations récentes de l'entreprise dans sa période post-tayloriste. La première analyse la réinvention du management propre aux entreprises transformées selon le modèle d'organisation de l'« Entreprise libérée ». Les secondes apportent une contribution analytique sur les transformations de l'entreprise à l'heure du capitalisme de plateforme.

Danièle Linhart montre comment les « Entreprises libérées », désireuses de rompre avec la culture traditionnelle du « *command and control* » (p. 97) propre aux entreprises de type tayloriste, organisent leur fonctionnement selon le principe de subsidiarité et prévoient une responsabilisation progressive des salariés en leur sein. L'auteure rappelle que de nombreuses entreprises en France suivent les principes de gestion des entreprises libérées : Michelin, Décathlon, Kiabi, Maif, mais aussi certains départements ministériels, ou des agences gouvernementales et des agences comme Pôle Emploi. Linhart montre une fois de plus comment, dans l'entreprise contemporaine, la promotion de l'autonomie est devenue une stratégie managériale à part entière. L'intensification du travail ne se fait plus comme dans le *Scientific Management* de l'ingénieur Taylor par la simplification des activités de production et l'élimination des temps morts, mais par la recherche de l'investissement subjectif des employés. C'est pour cette raison que les dirigeants des entreprises libérées considèrent qu'une entreprise est mieux gouvernée lorsque les principes de fonctionnement qui régissent le marché informent également la logique du fonctionnement interne de l'entreprise.

Massimiliano Nicoli, Luca Paltrinieri et Muriel Prévoit-Carpentier, pour leur part, s'intéressent aux transformations de l'entreprise comme institution sociale et économique du travail. Ils le font en se concentrant sur l'injonction à l'auto-entrepreneuriat caractéristique de la rhétorique néolibérale. Si la centralité du travail est progressivement compromise par le constat que la valorisation du capital et la redistribution des droits sociaux qui lui sont associés (Méda, 1995) se déroulent de plus en plus en dehors de l'activité de travail, c'est toujours vers l'entreprise entendue comme une entreprise individuelle ou collective que l'on se tourne lorsqu'on pense le

travail comme un possible vecteur d'émancipation. L'attention des trois auteurs se porte donc sur le développement des nouvelles plateformes d'intermédiation du travail, non pas tant pour la position qu'elles occupent dans la chaîne globale de la valeur que pour la manière dont elles illustrent « la crise de l'entreprise classique en tant qu'espace d'organisation du travail fondé sur la propriété privée » (p. 159) et un horizon de plus en plus concret de transformation de l'entreprise tout court. « L'appariement algorithmique » (p. 160) de ces plateformes permet de diminuer les coûts que la théorie classique de l'entreprise définit comme des « coûts de transaction » – coûts de recherche et d'information, coûts de négociation et enfin coûts de contrôle et d'exécution (Coase, 1937 ; Williamson, 1996). Les transformations du monde de l'entreprise nous disent qu'elle n'est plus, comme l'affirment les auteurs, un « îlot d'organisation consciente dans la mer de la coopération inconsciente du marché » (Méda, 1995, p. 161). Constructeurs de « ponts numériques », ces plateformes réalisent des profits, devenant des intermédiaires entre les prestataires de services et les consommateurs, et en « intégrant des processus d'extraction aux interactions sociales » (Scholtz, 2016). Elles s'avèrent être de véritables hybrides entreprises-marché. L'idée des auteurs est que certaines des caractéristiques du modèle de travail qu'ils promeuvent sont emblématiques dans la mesure où elles pourraient anticiper les transformations possibles mêmes des formes traditionnelles du travail salarié. Toutefois, repenser l'entreprise est possible, selon les auteurs, précisément à partir des horizons politiques qui sont apparus dans les luttes contre la précarisation des parcours professionnels du capitalisme de plateforme : le mouvement international du *platform cooperativism*, les coopératives d'Activité et d'Emploi en France et la coopérative européenne multiprofessionnelle Smart.

Isabelle Berrebi-Hoffmann montre que les deux directions prises par la critique de l'aliénation du travail – c'est-à-dire ce que Boltanski et Chiapello appellent la « critique artiste et la critique sociale » (1999) – se retrouvent, sous une forme renouvelée, au sein de certaines portions du travail dit « créatif » – qui regroupe les métiers des industries culturelle et numérique (cinéma, jeu vidéo, télévision, conseil, design, publicité, etc.). Dans les mondes productifs numériques, le travail de conception est vécu à partir des années 1970 comme une expression de soi tout autant que comme un statut social, une source de reconnaissance et de sécurité existentielle. De plus, « l'aspiration à une forte autonomie individuelle dans les mondes du numérique s'accompagne pourtant dès le début de l'informatique d'une réinvention de formes productives non hiérarchiques, plus horizontales, ou coopératives » (Méda, 1995, p. 199). Les entreprises expérimentent alors

des formes de coordination et d'organisation basées sur le travail autonome et des modèles antibureaucratiques. Mais les espoirs d'un travail plus libre, où les « salariés actionnaires » (p. 200) vivraient l'entreprise différemment, ont laissé place aujourd'hui à l'inquiétude et à l'ambivalence.

Michel Lallement tente d'interpréter la proposition du collectif Art-Lib en se demandant ce que la sociologie du travail peut apporter à la réflexion sur le travail et la liberté. Dans le sillage d'une conception de la liberté comme « liberté sociale » (Honneth, 2015) et revenant au Marx du troisième livre *Le Capital*, Lallement montre que l'association entre travail et liberté est possible lorsque le travail est libéré de « la nécessité et des fins qui lui sont extérieures » (Marx, 1968). C'est pourquoi il s'intéresse aux utopies du travail libertaire de ce qu'il appelle les « communautés intentionnelles » (p. 219) en Amérique du Nord (*Acorn et Twin Oaks*), communautés qui rappellent dans leur organisation les communautés du socialisme utopique du XIX^e siècle, en Angleterre (Harmony créée par Robert Owen ou en France le familistère de Guise construit en s'inspirant des théories de Charles Fourier). La première caractéristique du travail au sein de ces communautés concerne les représentations collectives de ce qui est identifié comme « travail », c'est-à-dire considéré comme socialement utile au sein de la communauté et méritant donc une reconnaissance. Dans ces communautés, le travail n'est pas seulement la production de biens ou de services marchands « classiques » (p. 235), mais aussi la participation aux tâches domestiques, la garde et l'éducation des enfants, la participation à la vie communautaire, etc. La deuxième caractéristique est un modèle de division du travail, ou de coordination des activités productives, construit au-delà de la normativité de la division du travail existante et recherchant un nouvel équilibre entre spécialisation et polyvalence. Enfin, la troisième concerne les modes de construction autonome de la régulation sociale au sein de la communauté, où la prise de décision se fait par consensus et non par vote.

Dans leur ensemble, les différentes contributions de l'ouvrage parviennent ainsi à explorer les tensions entre le pôle du travail et celui de la liberté en entremêlant trois perspectives distinctes : celle, macrosociale, des grands récits politiques et sociaux du travail de la modernité au néolibéralisme ; celle des organisations et des expériences au niveau intermédiaire ; et, enfin, celle des individus au niveau microsocial.

Adopter la vision du travail que proposent les contributeurs et les contributrices de ce bel ouvrage collectif, c'est rappeler, contre les visions anthropologisantes ou substantives du travail qui le conçoivent

exclusivement comme un besoin vital, que le travail est toujours aussi un rapport social, historiquement configuré. Comme le rappelle Gorz (1988), « La forme sous laquelle nous le connaissons [le travail], pratiquons et plaçons au centre de la vie individuelle et sociale, a été inventé et puis généralisé avec l'industrialisme. » Cette forme, cependant, bien qu'elle soit celle dont nous héritons, n'est ni la seule qui ait existé ni la seule possible. Si, à la suite de la révolution industrielle, l'unité de mesure du travail s'est affirmée comme « travail abstrait », valeur qui détermine la production, une recherche comme celle proposée par ArtLib nous rappelle que la mesure du travail est toujours avant tout qualitative, comme on le voit lorsque l'espace de la « coopération » devient un espace politique.

Ce beau livre, donc, met au centre les tensions entre « travail » et « liberté », en montrant comment elles sont enrichies et complexifiées par la polysémie des deux termes du rapport. Si le « travail » est à la fois travail abstrait et travail concret, travail comme emploi, comme production, comme activité etc., et si la liberté peut être liberté négative, ou bien positive ou réflexive ou encore sociale, on comprend bien l'intérêt de l'opération de taxonomie que cet ouvrage se propose d'accomplir.

Toutefois, on pense que cette même réflexion aurait profité d'une confrontation avec l'écologie politique qui, après avoir été pendant longtemps considérée comme le parent pauvre de la critique sociale, fournit aujourd'hui des outils de réflexion indispensables pour penser la relation entre « travail » et « liberté ». En effet, les enjeux écologiques ne reconfigurent pas seulement les luttes propres au monde du travail, mais remettent plus généralement en cause l'ordre épistémique et politique qui a longtemps considéré la « société » et la « nature » comme radicalement distinctes (Latour, 2013 ; Descola, 2005).

Si, d'un côté, la réflexion de l'écologie politique permet d'interroger les finalités de la production face aux catastrophes environnementales et climatiques, elle nous permet, par ailleurs, de critiquer les illusions propres au « capitalisme vert ». Autrement dit, l'écologie politique représente un parcours nécessaire et incontournable pour imaginer, à l'échelle locale et globale, des scénarios concrets et radicaux de transition sociale. Elle nous rappelle, comme le soutient Pierre Charbonnier dans son récent ouvrage *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, que « la liberté a une histoire matérielle [...] constamment définie, ou du moins colorée, par des relations écologiques qui ne peuvent pas être neutres. La liberté des modernes est liée aux affordances de la terre, aux conflits industriels, aux possibilités ouvertes par le “développement”, et

elle est aujourd'hui suspendue à l'épreuve climatique [...]. Les luttes et les catégories qui lui donnent son contenu sont des réalités sociohistoriques de part en part » (2020).

Il est en effet impossible de ne pas considérer que, tout au long de leur histoire, les processus de production industrielle ont favorisé une série de forçages écologiques, qui contreviennent aux principes les plus simples de la durabilité. Ces perturbations sont identifiables dans la saturation des puits de stockage du carbone atmosphérique, l'érosion de la fertilité agricole, l'effondrement de la biodiversité, etc. et témoignent de la capacité limitée des environnements d'absorber les effets néfastes des processus productifs industriels. Si certains des cycles biogéochimiques qui font de la Terre un milieu habitable sont aujourd'hui poussés au-delà de leur seuil de tolérance, réinventer le concept de liberté n'est possible qu'en considérant, d'une part, l'« histoire environnementale des idées » (Charbonnier, 2020, p. 26), c'est-à-dire le lien que ce concept entretient avec le processus de modernisation industrielle et avec la rationalité qui a présidé à l'utilisation des ressources naturelles au cours de cette période historique ; et qu'en recherchant, d'autre part, de nouveaux assemblages conceptuels qui permettront de reformuler le concept de liberté. Le risque serait autrement de rester ancré à une logique productiviste qui ne tient pas compte des nombreuses conséquences néfastes que le système de production actuel inflige à notre environnement physique et vivant.

C'est précisément pour cette raison qu'il faut, comme le suggère Charbonnier, retracer l'histoire longue des relations qui existent entre la pensée politique et les formes de subsistance, de territorialité et de connaissance écologique (*ibid.*, p. 30).

La question de la « subsistance », habituellement conçue comme relevant exclusivement de la sphère économique, est de ce point de vue cruciale pour les questions relatives au travail. En effet, ce terme est utilisé pour désigner l'ensemble des activités par lesquelles les collectifs humains tirent leurs moyens de reproduction des ressources naturelles (alimentaires, énergétiques, minérales, etc.). Une lecture des théories politiques qui accompagnent le processus de modernisation (*ibid.*, chap. 2, 3 et 4) suggère qu'à cette époque le bouleversement des conditions d'existence provoqué, d'une part, par la transition agro-industrielle et, d'autre part, par le recours aux combustibles fossiles au XIX^e siècle, a été accompagné d'un rapport social aux ressources naturelles et vitales conçu à partir de l'hypothèse de leur « abondance », c'est-à-dire de l'idée de la nature comme une force gratuite et infinie à la totale disposition des processus de production.

Cependant, aujourd'hui, la valorisation capitaliste finit par rencontrer une limite dans les « capacités métaboliques » de la nature (Saito, Kohei, 2020 ; Bellamy Foster, 2000). Dans les faits, ce qui se produit, c'est que le cycle de la reproduction sociale du capital est plus rapide que celui de la régénération de l'environnement. Comme le note encore Pierre Charbonnier, cela détermine la crise suivante si « le pacte noué entre abondance et liberté, entre croissance et démocratie [a] fonctionné jusque assez tard dans le xx^e siècle comme un projet global (quoi qu'on pense de la valeur de ce projet), au sens où il formait le socle des discours du progrès, la recherche de la croissance se retourne aujourd'hui contre son vieil allié politique et provoque une extraordinaire corruption de l'idéal démocratique » (Charbonnier, 2020).

L'exploitation indiscriminée des ressources naturelles est à l'origine de nouvelles formes d'injustice. C'est pourquoi il devient nécessaire de réfléchir à la dissociation de l'idée de liberté de celle d'abondance. Pour que ce découplage puisse être pensé positivement, l'une des tâches principales est celle d'identifier le « nouveau sujet collectif » capable de tenter de construire un projet d'émancipation dans les conditions définies par la crise écologique globale. Ce sujet diffère radicalement de la classe ouvrière dans son sens socio-économique classique, car ceux qui subissent les effets de la crise écologique ne sont plus unis par une identité collective, et encore moins par l'expérience de l'exploitation, mais par des conditions multiples et variées³.

La dimension spatiale ou territoriale de l'habitabilité acquiert une nouvelle importance, pensons par exemple à certains des protagonistes des nouvelles luttes environnementales : riverains d'installations polluantes, victimes de l'extractivisme, etc. Le facteur générationnel joue un rôle

3. La question de savoir quel pourrait être le « nouveau sujet politique » ou « classe écologique » capable d'émerger à l'ère de l'Anthropocène occupe le centre du dernier livre de Latour et Schultz intitulé *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même*, La Découverte, 2022. Ce qu'il s'agit de décrire, à travers ce concept renouvelé de « classe », expliquent les auteurs, ce n'est plus seulement le rapport au « travail » ou à la « propriété », mais l'appartenance à un territoire, la sensibilité à un lieu et les réseaux d'attachement matériel aux moyens de subsistance qui y sont implantés. Comme l'ont bien souligné Guilibert et Monferrand (voir P. Guilibert et F. Monferrand « Camarade Latour ? » dans *Revue Terrestre* 18 juillet 2022), si d'un côté ce concept, qui fait écho à celui de « géo-classe social » de Latour, se révèle intéressant parce que capable de mettre l'accent sur « la territorialisation des classes dans des zones inégalement dégradées » et sur le fait que « les injustices environnementales ne se réduisent pas à la domination de classe ». D'autre part, l'idée d'une « nouvelle classe écologique » vise dans le livre de Latour et Schultz à justifier un projet politique naïf, car vertical et décisionniste, qui ne prend pas en compte la nécessité d'une véritable recomposition des subjectivités contemporaines autour de la cause écologique.

aussi, pensons à l'implication des plus jeunes dans les nouvelles mobilisations écologiques à l'échelle planétaire. Certaines positions (Guillibert, 2021) vont jusqu'à souligner le rôle que pourraient jouer dans la lutte écologique des formes inédites d'« alliance » avec tous les êtres vivants non humains qui sont « mis au travail » dans le mode de production capitaliste et constituent à tous égards un « prolétariat du vivant » ou un « biotariat » (Moore, 2020-2021).

Loin de remettre en cause la centralité politique du travail, la question qui nous semble devoir être posée de manière urgente est la suivante : comment ces nouvelles subjectivités et les subjectivités du travail peuvent-elles se rencontrer et se fédérer ? La réponse à cette question est, bien sûr, loin d'être simple. Ce qui est certain, c'est que l'histoire du binôme entre la liberté et l'utilisation aveugle et illimitée des ressources naturelles doit prendre fin si nous voulons entreprendre la tentative d'essayer de penser à nouveau une manière possible de libérer *le* travail, et de nous libérer *dans* le travail⁴. Soit donc le projet d'émancipation reste lié au rêve « d'abondance », et dans ce cas il risque de périr avec lui, soit il s'en libère en prenant la forme d'un nouveau projet d'émancipation « post-croissance ».

Federico Puletti
federico.contatti@gmail.com

Bibliographie

- BELLAMY FOSTER J., 2000, *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, Monthly Review Press, New York.
- BLOCH E., 1976, *Le Principe Espérance*, Paris, Gallimard, Vol.1, première édition originale 1959.
- BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., 1999, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- CHARBONNIER P., 2020, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte.
- COASE R. H., (1937), 1990, « The Nature of The Firm », dans *The Nature of The Firm, Origins, Evolution and Development*, édité par Oliver Williamson et Sydney G. Winter, Oxford University Press, p. 18-33.
- DESCOLA P., 2005, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard.
- DONAGGIO E., ROSE J., CAIRO M. (dir.), 2022, *Travail e(s)t liberté ?*, Toulouse, Éditions Érès.

4. Pour une réévaluation de la notion de « travail » dans une perspective « écologique », à partir d'une relecture de Marx, au-delà et contre le paradigme productiviste, voir F. Fischbach, 2019, *Après la production. Nature, travail, capital*, Paris, Vrin.

- GUILLIBERT P., 2021, *Terre et Capital. Pour un communisme du vivant*, Paris, Amsterdam Éditions.
- GORZ A., 1988, *Métamorphoses du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, p. 25.
- HOBBS T., 2000, *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil*, Trad. par Gérard Mairet, Paris, Gallimard.
- HONNETH A., 2015, *Le Droit de la liberté : esquisse d'une éthicité démocratique*, Paris, Gallimard.
- LATOUR B., 2013, *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.
- MARX K., 1968, « Le Capital. Livre troisième (1864-1875) », dans K. Marx, *Œuvres. Économie 1*, Paris, Gallimard, p. 1487.
- MEDA D., 1995, *Le Travail. Une Valeur en voie de disparition ?*, Paris, Aubier.
- MOORE J. W., 2020-2021, « Le Capitalocène et la justice planétaire », *Études digitales*, 9 : 53-65
- SAITO K., 2020, « Marx's Theory of Metabolism in The Age of Global Ecological Crisis », *Historical Materialism*, 28(2) : 3-24.
- SCHOLTZ T., 2016, *Platform Cooperativism, Challenging the Corporate Sharing Economy*, New York, <http://www.rosalux-nyc.org/platform-cooperativism-2/>
- WILLIAMSON O. E., 1996, *The Mechanisms of Governance*, New York, Oxford University Press.

Mots clés : *Coopération. Travail. Liberté. Capitalisme. Écologie politique.*

The Trajectories of Cooperation, for A Reformulation of The Relationship between Work and Freedom. About Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo (eds.) Work and Freedom?

Abstract : *The article analyzes the various contributions contained in the collective work edited by Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo entitled Travail e(s)t liberté ? The proposal is to interpret them according to the theme of cooperation at work as explained by Marx in Capital, a theme that allows for the simultaneous analysis of the transformations of work activities and the emergence of the dynamics of political subjectivation inherent in the production process. Taking up the main arguments of the book, and more particularly the critique made by the collective that directed it of the dominant configurations of the relations between work and freedom, the article tries to do an « ecological critique ». Is it possible to « liberate work » and to « liberate ourselves in work » without taking into account the « environmental history » of a political idea such as freedom ? The answer that the article tries to suggest*

is no. In conclusion, the article proposes some hypotheses to start thinking about the articulation between freedom and work in the era of the ecological crisis.

Keywords : *Cooperation. Work. Freedom. Capitalism. Political Ecology.*

Las trayectorias de la cooperación, para una reformulación de la relación entre trabajo y libertad. Sobre Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo (eds.) ¿Trabajo y libertad

Resumen : *El artículo analiza las diversas contribuciones contenidas en la obra colectiva editada por Enrico Donaggio, José Rose, Mariagrazia Cairo titulada Travail e(s)t liberté ? La propuesta es interpretarlas según el tema de la cooperación en el trabajo tal y como lo explica Marx en El Capital, tema que permite analizar simultáneamente las transformaciones de las actividades laborales y la emergencia de las dinámicas de subjetivación política inherentes al proceso de producción. Retomando los principales argumentos del libro, y más concretamente la crítica realizada por el colectivo que lo dirigió a las configuraciones dominantes de las relaciones entre trabajo y libertad, el artículo intenta hacer una « crítica ecológica ». ¿Es posible « liberar el trabajo » y « liberarnos en el trabajo » sin tener en cuenta la « historia medioambiental » de una idea política como la libertad? La respuesta que el artículo intenta sugerir es que no. En conclusión, el artículo propone algunas hipótesis para empezar a pensar la articulación entre libertad y trabajo en la era de la crisis ecológica.*

Palabras clave : *Cooperación. Trabajo. Libertad. Capitalismo. Ecología Política.*